

Cote du document: EB 2012/LOT/G.14  
Date: 9 novembre 2012  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## **Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI**

**Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)**

### **Note pour les représentants au Conseil d'administration**

#### Responsables:

#### Questions techniques:

**Michael Hamp**  
Conseiller technique principal  
téléphone: +39 06 5459 2807  
courriel: m.hamp@ifad.org

#### Transmission des documents:

**Deirdre McGrenra**  
Chef du Bureau des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb\_office@ifad.org

---

Pour: **Approbation**

## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>i</b>
<b>Recommandation d'approbation</b>	<b>1</b>
<b>Première partie – Introduction</b>	<b>1</b>
<b>Deuxième partie – Recommandation</b>	<b>2</b>

### Annexe

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO): Soutenir le développement agricole et rural en améliorant la formulation des grandes orientations du partenariat CABFIN, le renforcement des capacités et l'apprentissage mondial de façon à encourager les innovations financières et les investissements sans exclusive	3
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---

## Sigles et acronymes

CABFIN	Initiative de renforcement des capacités en finance rurale
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FENU	Fonds d'équipement des Nations Unies
RFILC	Centre d'apprentissage de finance rurale et d'investissement
RFLC	Centre d'apprentissage de finance rurale

## Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), telle qu'elle figure au paragraphe 7.

## Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI

J'ai l'honneur de présenter le rapport et la recommandation ci-après concernant une proposition de don en faveur de la recherche, de la gestion des savoirs et de la formation agricoles menées par un centre international ne bénéficiant pas du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), d'un montant de 0,56 million d'USD.

### Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé au FIDA d'apporter un appui au programme de recherche, de gestion des savoirs et de formation mené par le centre international ci-après ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI: l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).
2. Le document relatif au don soumis au Conseil d'administration pour approbation figure en annexe au présent rapport:
 

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO):  
Soutenir le développement agricole et rural en améliorant la formulation des grandes orientations du partenariat CABFIN<sup>1</sup>, le renforcement des capacités et l'apprentissage mondial de façon à encourager les innovations financières et les investissements sans exclusive.
3. Les objectifs et la teneur du programme de recherche appliquée considéré sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du FIDA ainsi qu'à la politique du Fonds en matière de financement sous forme de dons.
4. L'objectif stratégique primordial qui guide la Politique révisée du FIDA en matière de dons, approuvée par le Conseil d'administration en décembre 2009, est de promouvoir des approches et technologies efficaces et/ou innovantes ainsi que des politiques et institutions qui favorisent le développement agricole et rural en donnant aux femmes et aux hommes pauvres des zones rurales des pays en développement les moyens d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire.
5. Cette politique vise à obtenir les produits suivants: a) les activités novatrices sont favorisées et des technologies et approches innovantes sont élaborées en appui au groupe cible du FIDA; b) la sensibilisation, le plaidoyer et la concertation sur des questions concernant directement les populations rurales pauvres sont encouragés par le groupe cible et en son nom; c) l'aptitude des institutions partenaires à offrir toute une gamme de services en faveur des populations rurales pauvres est

<sup>1</sup> Le CABFIN est le partenariat en faveur du "Renforcement des capacités en finance rurale". Le CABFIN est un groupe de travail constitué de donateurs et d'organismes de développement – FAO, Agence allemande de coopération internationale/Ministère fédéral de la coopération et du développement économiques, FIDA, Banque mondiale et Fonds d'équipement des Nations Unies – sur la finance rurale et agricole visant à promouvoir et faciliter le renforcement des capacités et la gestion des savoirs dans les systèmes financiers ruraux.

renforcée; et d) l'apprentissage sur la base des enseignements tirés de l'expérience ainsi que la gestion et la diffusion des savoirs en relation avec la réduction de la pauvreté rurale sont encouragés auprès des parties prenantes, tant au niveau régional qu'interrégional.

6. Le programme proposé est conforme à l'objectif et aux produits escomptés de la Politique révisée du FIDA en matière de dons. Il soutient la Politique du FIDA en matière de finance rurale (2009) et l'objectif stratégique 3 sur le renforcement de l'accès à une large gamme de services financiers.

## **Deuxième partie – Recommandation**

7. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le don proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme visant à "Soutenir le développement agricole et rural en améliorant la formulation des grandes orientations du partenariat CABFIN, le renforcement des capacités et l'apprentissage mondial de façon à encourager les innovations financières et les investissements sans exclusive", accordera un don ne dépassant pas cinq cent soixante mille dollars des États-Unis (560 000 USD) à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

# **Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO): Soutenir le développement agricole et rural en améliorant la formulation des grandes orientations du partenariat CABFIN, le renforcement des capacités et l'apprentissage mondial de façon à encourager les innovations financières et les investissements sans exclusive**

## **I. Contexte**

1. L'Initiative de renforcement des capacités en finance rurale (CABFIN) est le fruit de la collaboration, engagée en 2003, entre les partenaires suivants: le FIDA, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Agence allemande de coopération internationale/le Ministère fédéral allemand de la coopération et du développement économiques et la Banque mondiale. Le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) s'y est associé en 2010. Cette initiative visait à faciliter le renforcement des capacités des parties prenantes publiques et privées de façon à accroître l'accès à une vaste gamme de services financiers et leur utilisation effective dans les zones rurales et à contribuer ainsi à améliorer les moyens de subsistance et à réduire la pauvreté.
2. Le CABFIN s'est essentiellement attaché à créer une plateforme de savoirs et un réseau d'utilisateurs afin de diffuser les documents les plus pertinents et des outils de renforcement des capacités provenant du monde entier et d'élaborer de nouveaux manuels de formation, des principes directeurs et des supports de formation en ligne accessibles dans le monde entier en trois langues. Les partenaires du CABFIN se sont en outre appliqués à favoriser le dialogue entre les parties prenantes pour définir les priorités et mener des activités conjointes afin de surmonter les obstacles qui limitent l'accès à la finance agricole et rurale. C'est ainsi qu'est né le portail du Centre d'apprentissage de finance rurale (RFLC). Financé par le FIDA, la FAO et les partenaires du CABFIN, le RFLC est géré par la Division des infrastructures rurales et des agro-industries de la FAO.

## **II. Justification et pertinence pour le FIDA**

3. Depuis la création du partenariat CABFIN, un nouveau contexte de développement prend forme, qui impose une évolution continue du RFLC pour mieux faire face aux difficultés liées à la promotion d'un accès accru à la finance agricole et rurale. Si le secteur commercial rural a bénéficié d'innovations qui adaptent les services financiers aux besoins du secteur, l'élargissement de l'offre de services financiers au sein du secteur agricole et à l'intention des ménages tributaires de l'agriculture accuse un énorme retard, ce qui limite les investissements agricoles. Sont notamment affectés les petits exploitants, leurs organisations, les petites et moyennes agroentreprises, qui sont ce qu'il est convenu d'appeler le "chaînon manquant" sur les marchés financiers qui n'ont guère accès aux financements.
4. Dans le même temps, la hausse des prix des produits agricoles au cours de la décennie passée et la demande d'une classe moyenne plus nombreuse dans les économies émergentes ont créé de nouveaux débouchés plus rentables dans l'agriculture. Cela a récemment conduit le secteur privé à élaborer des stratégies novatrices de finance et de gestion des risques visant à assurer la faisabilité des investissements dans l'agriculture et l'agribusiness.
5. Dans ce contexte, une nouvelle initiative est proposée par les partenaires du CABFIN pour réduire le déficit de connaissances qui a empêché d'élargir le périmètre de la finance rurale dans l'agriculture et l'agribusiness. Une telle initiative

favoriserait un investissement particulièrement nécessaire dans le secteur tout en assurant la prise en compte des couches les plus pauvres de la société. Le programme exploite les réalisations du RFLC pour contribuer davantage à améliorer l'accès à la finance, et facilite l'investissement dans le développement agricole et rural sans exclusive. La proposition vise à combler un écart bien défini dans les orientations et les outils de renforcement des capacités pour les praticiens du développement. Le programme s'y attache, premièrement, en analysant les récentes innovations apportées aux mécanismes de financement, de gestion des risques et d'investissement par des agents privés et publics dans les filières agricoles des pays en développement. Il évalue quand et comment elles peuvent être reproduites pour promouvoir l'investissement rural d'une manière autant rentable et sans exclusive que possible. Deuxièmement, il permettra d'élaborer des orientations et des outils de renforcement des capacités à l'intention des ministères, des organismes internationaux de développement (y compris les opérations du FIDA dans le pays), des ONG locales et des organisations de producteurs, qui sont les principaux clients du RFLC. Enfin, une vaste diffusion de toutes les ressources sera réalisée en renforçant encore le rayon d'action du RFLC. Le centre élargira son public cible et sa portée en incorporant une section consacrée au financement de l'agroalimentaire et aux investissements dans ce secteur, où seront placés des documents sur les grandes orientations et le renforcement des capacités aux fins d'une large diffusion. La plateforme sera par conséquent rebaptisée "Centre d'apprentissage de finance rurale et d'investissement" (RFILC).

6. La collaboration conjointe proposée inclut l'analyse et l'orientation au niveau macro pour la conception de politiques qui instaurent un environnement porteur pour un développement sans exclusive de la finance et de l'agribusiness. Ces savoirs, provenant non seulement de la FAO, du FIDA et du CABFIN, mais aussi des chefs de file privés et publics du monde entier, servent à mettre au point et diffuser des programmes de renforcement des capacités à l'intention des autorités, des praticiens, des concepteurs et responsables de projets dans le contexte spécifique du pays. Cela leur permettra d'adapter le recours à divers instruments d'intervention en vue d'accroître l'accès à la finance, d'améliorer les capacités de gestion et de production des groupes de producteurs, et d'offrir aux petits exploitants, petites entreprises et ménages ruraux à faible revenu un accès élargi au marché.

### **III. Le programme proposé**

7. Le principal objectif du programme est de renforcer les capacités des praticiens du développement en vue de concevoir et mettre en œuvre des interventions plus efficaces qui accroissent l'accès au financement agricole et permettent des investissements agricoles en faveur des ruraux les plus pauvres et des ménages tributaires de l'agriculture. Les objectifs du programme sont les suivants:
  - élaborer ou renforcer des approches et des politiques reposant sur des faits observés qui favorisent l'accès aux financements et aux investissements sans exclusive en faveur de l'agriculture et des petites entreprises rurales dans les pays à faible revenu;
  - élaborer des directives opérationnelles pour les programmes publics visant à accroître les investissements sans exclusive dans les entreprises agricoles et agroalimentaires; et
  - promouvoir les savoirs au niveau mondial en partageant les outils d'apprentissage, les ressources de renforcement des capacités, les politiques et les directives opérationnelles élaborés afin de favoriser des investissements sans exclusive dans l'agriculture et des innovations en matière de finance agricole.

8. Le groupe cible est composé de clients directs et indirects. Les utilisateurs du RFLC/RFILC sont des clients directs. Il s'agit essentiellement de praticiens du développement au sein de ministères, d'organismes internationaux, d'ONG et d'organisations de producteurs œuvrant dans les pays partenaires, qui formulent des avis sur la politique générale, renforcent les capacités dans la finance rurale et élaborent des stratégies qui favorisent l'investissement sans exclusive dans le développement agricole et rural. Les clients indirects sont des ménages ruraux tributaires de l'agriculture et des petits exploitants commerciaux et non commerciaux dans les filières agricoles. Ces clients bénéficieront des interventions plus efficaces des praticiens du développement – interventions qui faciliteront leur accès à la finance rurale et aux investissements nécessaires pour leur permettre de participer à des marchés agricoles de façon plus rentable. En outre, les petits exploitants à vocation commerciale peuvent accéder directement aux ressources d'apprentissage en ligne.
9. Après l'exécution du programme financé au titre du don proposé, il est prévu que les visites annuelles actuelles au RFLC/RFILC passeront de 330 000 à 660 000 du fait de la mise en œuvre de la stratégie de diffusion. Par ailleurs, le nombre de membres inscrits au RFLC devrait passer de 4 400 à 7 500 en trois ans.
10. Le programme durera trois ans, et il comportera trois grandes composantes:
  - des approches et des politiques reposant sur des faits observés qui favorisent l'accès à la finance et à l'investissement sans exclusive en faveur de l'agriculture et des petites entreprises rurales dans les pays à faible revenu;
  - des directives opérationnelles pour les programmes publics visant à accroître les investissements sans exclusive dans les entreprises agricoles et agroalimentaires; et
  - des savoirs au niveau mondial favorisant les investissements sans exclusive dans l'agriculture et des innovations améliorées en matière de finance agricole.

#### **IV. Produits et avantages escomptés**

11. Les effets et les produits figurant dans le document de conception sont les suivants:
  - Les connaissances des diverses typologies des mécanismes de finance et d'investissement agricoles pilotés par le secteur privé sont mises à jour, ainsi que leurs caractéristiques opérationnelles distinctives, comme les fonds d'investissement et les services de financement des filières (assurance, crédit sur nantissement des stocks et épargne).
  - Les connaissances relatives aux modèles opérationnels et services sans exclusive destinés aux petits exploitants ainsi qu'aux petites entreprises et microentreprises agroalimentaires et les ressources de renforcement des capacités sont accrues et utilisées pour améliorer l'accès aux financements et aux marchés (agriculture sous contrat, gestion de l'entreposage, organisations de producteurs).
  - Les indicateurs de développement sont mesurés pour un échantillon d'opérations d'investissement privées et publiques et de filières concernées.
  - Des données actualisées sur la nature et la valeur des investissements et des instruments financiers dans l'agriculture sont communiquées et analysées, et une explication est fournie sur la façon dont la politique des pouvoirs publics influe sur les stratégies d'investissement du secteur privé et sur les innovations dans l'agriculture.

- Les autorités des pays membres du FIDA renforcent leurs capacités à définir quand et comment promouvoir des mécanismes spécifiques de finance et d'investissement à l'appui de l'agriculture.
- Les chargés de programme renforcent leurs capacités à concevoir et appliquer des interventions efficaces qui améliorent la gestion des risques et facilitent le financement des investissements privés et publics en faveur d'un développement agricole sans exclusive.
- Les parties prenantes des secteurs public et privé ont accès à de très récents documents écrits et ressources multimédias au travers du RFILC afin de promouvoir des financements et des investissements plus favorables à l'agriculture et aux entreprises rurales.
- Les parties prenantes (ministères, instituts de formation, projets, communautés, réseaux et associations professionnels) utilisent les ressources interactives d'apprentissage en ligne – formations prêtes à l'emploi et informations sur les financements et investissements ruraux et agricoles, notamment.

## **V. Modalités d'exécution**

12. Le programme sera exécuté par la FAO, par l'intermédiaire de la Division des infrastructures rurales et des agro-industries. La mise en œuvre du plan de travail dépend de la complémentarité des avantages comparatifs de chaque partenaire. Les partenaires du CABFIN possèdent en interne des compétences techniques transnationales et interdisciplinaires et, dans les bureaux de terrain, des ressources qui permettront l'analyse des études de cas et la formulation des orientations générales et des outils d'apprentissage. Pour valider et mettre à l'essai ces ressources avec les praticiens du développement intéressés, la collaboration avec les réseaux professionnels locaux comme l'Association de crédit agricole et rural pour l'Asie et le Pacifique, l'Association africaine de crédit rural et agricole et le Foro Latinoamericano y del Caribe de Finanzas Rurales sera formalisée par des lettres d'accord. Ces réseaux professionnels ont une longue tradition de collaboration avec la FAO, le FIDA et d'autres partenaires du CABFIN sur le renforcement des capacités, et ils sont en mesure d'atteindre un grand nombre de clients locaux et de diffuser des savoirs bien au-delà de la durée du don.
13. Le secteur privé est un partenaire clé. Grâce au réseau de fonds d'investissement privés dans le secteur agricole que la FAO, le FIDA et d'autres partenaires du CABFIN ont mis en place, des études de cas seront recensées concernant les investissements privés en faveur de l'agriculture dans les pays en développement ayant mis en place des dispositifs novateurs de gestion des risques et de financement.
14. La FAO assumera l'obligation redditionnelle pour la gestion administrative, financière et technique du programme, par l'intermédiaire de la Division des infrastructures rurales et des agro-industries. Le plan de travail et budget annuel sera préparé par l'équipe de ladite division et approuvé au début de l'année par le conseil d'administration de la FAO.
15. Le suivi des produits obtenus par la FAO/Division des infrastructures rurales et des agro-industries et les partenaires du CABFIN sera assuré par le plan de travail et budget annuel. Le FIDA sera souvent exposé à toutes les activités du programme en cours d'exécution. La FAO, par l'intermédiaire de la Division des infrastructures rurales et des agro-industries, soumettra des rapports de situation tous les six mois, et le rapport annuel fera état des réalisations en regard des objectifs et de l'utilisation du budget.

16. Le programme sera directement supervisé par le FIDA, par le biais de son Conseiller principal en finance rurale, qui fera si nécessaire appel aux divisions régionales. En sa qualité de bénéficiaire du don, la FAO fournira toutes les déclarations nécessaires et souscrira à toutes les dispositions prises en matière d'exécution, de cofinancement et d'établissement de rapports figurant dans l'accord de don conclu entre le FIDA et la FAO.

## VI. Coût et financement indicatifs du programme

17. Le programme, dont le coût total s'élève à 875 000 USD, sera financé à hauteur de 36% par la FAO et de 64% par le FIDA. Le cofinancement de la FAO, qui couvre le coût des activités du programme du personnel technique, d'un montant de 105 000 USD, vient s'ajouter à une contribution en espèces ou en nature de 210 000 USD en faveur des activités de gestion des savoirs, pour un montant total de 315 000 USD. Le financement octroyé par le FIDA sous forme de dons couvrira la mise en œuvre de toutes les autres activités prévues visant l'acquisition et la diffusion des savoirs.
18. Selon le contrat de services de référence des Nations Unies, la FAO assurera des services de gestion des fonds fiduciaires dont les coûts d'appui représentent 7% de la valeur desdits fonds fiduciaires.
19. S'agissant de la stratégie de retrait, étant donné que la nature des activités du RFILC relève des biens publics, il est prévu que les partenaires du CABFIN continueront à financer cette opération après la clôture du don proposé. Le FENU a engagé un montant de 100 000 USD au titre de la mise en œuvre, et l'Agence allemande de coopération internationale a offert une contribution en nature en détachant un stagiaire spécialisé dans la finance rurale et la communication. De la même manière, le Projet d'appui au financement de l'agriculture (AgriFin) de la Banque mondiale, parrainé par la Fondation Bill & Melinda Gates, recueille des informations sous la forme d'études de cas concernant des investissements publics et privés dans l'agriculture. La possibilité de générer des revenus pour financer en partie les dépenses de fonctionnement du RFILC en vendant des services sera examinée avec les partenaires du CABFIN.

### Récapitulatif du budget et du plan de financement (en USD)

<i>Nombre</i>	<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
1	Dépenses de personnel (y compris sous-traitance)	-	105 000
2	Services professionnels/consultants	217 000	45 000
3	Frais de voyage	44 000	-
4	Équipement	-	-
5	Dépenses de fonctionnement, établissement des rapports et publications (recherche, conférences, entretien du site web, publication assistée par ordinateur, apprentissage en ligne, traduction et évaluation)	262 000	165 000
6	Frais généraux (coûts d'appui: 7%)	37 000	-
	Total	560 000	315 000

<sup>a</sup> Le budget de contrepartie n'inclut pas les contributions des partenaires du CABFIN, qui sont utilisées pour financer des activités spécifiques conjointes du CABFIN et pour soutenir le RFLC.

# Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
<b>Goal</b>	The capacity of development practitioners in developing countries to design and implement more effective interventions that increase access to agricultural finance and enable agricultural investments that benefit poorer rural and agricultural households is significantly enhanced.			
<b>Objective 1</b>	Evidence-based approaches and policies that promote access to finance and inclusive investments for agriculture and rural small enterprises in lower-income countries developed or strengthened			
<b>Outcomes</b>	<p>1.1. Updated knowledge on the typology of the different agricultural finance and investment mechanisms led by the private sector and their distinguishing operational features such as investment funds and value chain finance services (e.g. insurance, inventory credit, and savings)</p> <p>1.2. Knowledge and capacity development resources on inclusive business models and services for small farmers and micro and small agribusinesses are strengthened and used to improve access to finance and markets (contract farming, warehouse management, producer organizations)</p> <p>1.3. Development indicators are measured in a sample of private and public investment ventures and the value chains where they participate</p> <p>1.4. Updated information on the nature and value of investments and financial instruments in agriculture is made available and analysed and knowledge shared on how public policy influences private sector investment strategies and innovations in agriculture</p>	<p>1.1. Over 30 agricultural investment ventures and financing arrangements analysed with support from private partners</p> <p>1.2. Improved capacity building resources on contract farming, value chains and agribusiness support services for inclusive agriculture and rural development are developed and implemented in at least 10 IFAD or CABFIN member projects.</p> <p>1.3. Over 200 participants representing government ministries, donors, agricultural companies, investment fund managers and other stakeholders contribute to the consultation and validation workshops/conferences</p> <p>1.4. Agriculture investment and finance information is made available through The MIX or other platforms and over 70% of participating stakeholders consider the information and policy recommendations useful and relevant</p>	<p>Assessment reports and regular project reporting</p> <p>Resource materials and project reports</p> <p>Events' attendance records</p> <p>The MIX publication or other database and participant satisfaction</p>	<p>NOTE: All related activities leverage on past and on-going work of CABFIN Partners: GIZ, FAO, IFAD, UNCDF and World Bank.</p> <p>Continued collaboration with private sector partners</p> <p>Continued support of the Contract Farming Resource Centre and field-level support particularly of GIZ, FAO and IFAD in development of, testing and use of resource</p> <p>Coordination with the RACAs (APRACA, etc.), GIIN and/or other networks</p> <p>A collaborative agreement with The MIX to test agricultural finance indicators approved by Steering Committee.</p>
<b>Outputs</b>	<p>1.1.1 Policy publications for each region discussing the cost-effectiveness of strategies to finance investments for inclusive agriculture and rural development</p> <p>1.2.1 IFAD and CABFIN member field projects have policy guide resource materials for project design and implementation</p> <p>1.3.1. Comprehensive report analysing overall results</p> <p>1.4.1. Data tracking on agricultural finance and investment products and stakeholder workshops and conferences conducted to consult and validate findings</p>	<p>1.1.1. One policy publication for three regions (Latin America, Africa and Asia) analysing over 30 public and private agricultural investment ventures</p> <p>1.2.1. Three regional workshops/conferences held in order to consult and validate regional findings</p> <p>1.3.1. One comprehensive report summarizing overall results</p> <p>1.4.1. Publicly available resource platform in key agricultural finance products and investment data</p>	<p>Case study reports</p> <p>Workshop and conference aide memoire</p> <p>Resource platform</p>	

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
<b>Objective 2</b>	Effective operations guidelines for public programmes focused on increasing inclusive investments in agricultural enterprises and agribusinesses developed			
<b>Outcomes</b>	<p>2.1. Policy makers in member countries develop their capacity to define when and how to promote specific finance and investment mechanisms agriculture</p> <p>2.2. Programme managers develop their capacity to design and implement effective interventions that enhance risk management and facilitate the financing of private and public investments for inclusive agriculture development</p>	<p>2.1. Over 300 representatives from target public institutions and partner networks participate in training workshops</p> <p>2.2. Training evaluations show over 70% of assimilation of concepts introduced</p>	<p>Ongoing project monitoring</p> <p>Training attendance records</p> <p>Training evaluation results</p>	Commitment of partner institutional networks and government ministries
<b>Outputs</b>	<p>2.1.1. Technical notes on good practices for programme design to promote finance and investment for inclusive agriculture development</p> <p>2.1.2. Tested training manuals targeting technical teams in public institutions on methods to assess the cost-effectiveness of finance and investment mechanisms that enable agriculture development</p> <p>2.2.1. Delivery of training sessions to target public institutions in partnership with local networks</p>	<p>2.1.1. Over 8 technical notes on specific financial, operational, and institutional innovations used by industry and public policy leaders to promote private and public investment into inclusive agribusinesses</p> <p>2.1.2. At least 3 manuals for methodologies to assess the potential of finance and investment mechanisms and the design of strategies to implement effective public interventions</p> <p>2.2.1. Delivery of at least 4 regional training workshops through collaboration with institutional networks in Latin America, Africa and Asia like ALIDE, FOROLACFR, PAMIGA, AFRACA and APRACA</p>	<p>Technical notes published</p> <p>Training manuals published</p> <p>Training workshop aide memoirs</p>	
<b>Objective 3</b>	Global knowledge dissemination by sharing learning tools, capacity building resources, policies and operations guides developed to foster inclusive investments in agriculture and enhanced agricultural finance innovations			
<b>Outcomes</b>	<p>3. 1. Public and private stakeholders have access to state-of-art written and multimedia resources through the RFILC to promote improved finance and investments in agriculture and rural enterprises</p> <p>3.2. Stakeholders (ministries, training institutions, projects, professional communities, networks and associations) use interactive online learning facilities, including ready-to-use courses and training information on rural and agricultural finance and investment</p>	<p>3.1. On average, over 6,500 monthly visits to the new web platform</p> <p>3.2. 30% increase in the number of training resource downloads made from the platform</p>	<p>Webhost statistics</p>	CABFIN partners are committed to proposed changes in the web platform
<b>Outputs</b>	<p>3.1.1. A section that hosts aspects related to agribusiness and agriculture investment is built into CABFIN's web platform: the RFILC</p> <p>3.1.2. All policy, operational and training materials are made available through an improved web platform and design to facilitate greater traffic</p> <p>3.2.1. A new communication strategy is developed to</p>	<p>3.1.1. One new section in the web platform hosting material on investment topics</p> <p>3.1.2. Membership in the RFILC grows to 7,500 members monthly traffic increases to an average of 8,000 visitors</p> <p>3.2.1 Communication strategy is approved by</p>	<p>Regular project reporting</p> <p>Ongoing project monitoring</p>	

Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
<p>cost-effectively expand dissemination of resources both through the web in 3 languages and through networks and other platforms</p> <p>3.2.2. Print of materials including videos and CDs is done to reach those not accessible through the web</p>	<p>CABFIN members and documented</p> <p>3.2.2 Promotional material developed and distributed through partner networks such as the RACAs, AgriFin and FOROLACFR</p>		